Faut-il avoir peur des religions

Cardinal Jean-Louis Tauran

Il est évident qu'aujourd'hui, en Occident, la manière de percevoir le fait religieux a changé. Depuis la révolution iranienne de 1979, le fait religieux n'a cessé d'interpeler croyants et non-croyants. Face à une théocratie naissante, on commença à parler de «sortie de la religion». Que de fois nous avons entendu «tu peux être catholique mais que ça ne se voie pas». La religion est une affaire privée. La laïcité est devenue un combat de la «Libre Pensée».

Mais voilà qu'à la faveur des mouvements migratoires et des prouesses techniques en matière de communication, les religions, qui n'avaient jamais disparu, n'ont été aussi présentes dans les sociétés humaines qu'aujourd'hui. A l'origine de cette évolution se trouvent les musulmans qui ont réclamé aux responsables des sociétés des lieux de culte et le respect de leurs traditions spirituelles. En plus, tout récemment, la création d'un Califat et les images des exactions inqualifiables de la part de ses membres se réclamant de l'Islam font que le fait religieux occupe la première place dans le dialogue public. Ces musulmans dévoyés donnent une image négative de leur religion, à tel point qu'Islam en vient à signifier «violence» et religion «danger».

Mais paradoxalement, nous assistons en même temps à un retour du «sacré» ou plutôt de la «religiosité» car on refuse toute idée de Révélation: on est davantage à la recherche d'une sagesse que d'une religion; on partage des expériences spirituelles sans se soucier des dogmes (*to believe without belonging*). La nouvelle religiosité est panthéiste et syncrétiste. Mais on peut y voir également comme un besoin d'une Transcendance où nos questions fondamentales pourraient trouver une réponse: quel est le sens de la vie et de l'histoire? Pourquoi souffrir et mourir? Que pouvons nous savoir de l'origine et de la fin du monde... Ce qui fait dire à «Nostra aetate» (Déclaration/Religions non chrétiennes) «les hommes attendent des diverses religions la réponse aux énigmes cachées de la condition humaine qui, hier comme aujourd'hui, troublent profondément le coeur humain (n. 1)». Et le texte continue: «Depuis les temps les plus reculés ... on trouve dans les différents peuples une certaine sensibilité à cette force cachée qui, est présente au cours des choses et aux événements de la vie humaine, parfois même une reconnaissance de la Divinité suprême, ou encore du Père.

Cette sensibilité et cette connaissance pénètrent leur vie d'un profond sens religieux (n. 2)».

Pendant plusieurs décades, en Occident, ces convictions ont été mises entre parenthèses. Une fois Dieu mis de côté, une fois que l'on a dit que peut-être il n'est pas nécessaire pour comprendre notre destin, une fois que l'on a formulé le fameux et si *Deus non daretur* d'autres dieux font leur apparition. Nouvelles idoles qui exercent sur beaucoup une véritable tyrannie: volonté de domination, l'argent, le paraître, le sexe. On parle de sécularisation, mais jamais les dieux n'ont été aussi nombreux qu'aujourd'hui. Il y a trop de dieux! Mais ces dieux-là sont les bienvenus; ils nous ressemblent tellement! Ils flattent nos instincts. Ils viennent à la rencontre de tous nos désirs: moi d'abord jusqu'à tuer mon prochain (volonté de puissance). Ce qui est important c'est que je me sente bien jeune et beau (le paraître). Le plaisir avant tout, sans contrainte; il est interdit d'interdire (tyrannie du sexe).

Mais l'athéisme enseigné et pratiqué n'a jamais réussi à enlever Dieu de l'horizon de l'homme. Il est la seule créature qui s'interroge sur «le sens du sens», comme l'a écrit Paul Ricoeur... C'est la conscience – cette faculté de réfléchir sur son destin – qui distingue la personne humaine des règnes végétal et animal. L'homme est le seul à envisager un au-delà. Les tombes et les rites funéraires de la préhistoire témoignent de ce rapport de l'homme avec le divin. Depuis au moins 100.000 ans, le fait religieux s'impose. La religion n'est pas un moment particulier de l'histoire. Elle appartient à la nature de l'homme. L'histoire ne connaît pas de culture non religieuse et toutes les religions, chacune à sa manière, s'efforcent d'assurer le bien commun.

Si l'on considère que la religion est la relation individuelle et sociale de la personne humaine avec la divinité, on ne peut que constater que toute religion donne naissance à des phénomènes communautaires que l'Etat ne peut ignorer, ne serait-ce que pour garantir la sécurité publique. L'Islam, l'arrivée de fidèles de certaines religions en provenance d'Asie ainsi que les sectes contraignent l'Etat à intervenir. Après tout il est le gardien de la liberté des cultes et de la loi!

Il y a donc une coopération nécessaire. Entre chefs religieux et responsables politiques, en vue du bien commun. On se souviendra de ce que la Constitution pastorale GS affirme à ce sujet: «sur le terrain qui leur est propre, la communauté politique et L'Eglise sont indépendantes l'une de l'autre. Mais toutes deux, quoiqu'à des titres divers, sont au service de la vocation personnelle et sociale (n° 76). En créant un climat de confiance mutuelle, on incite les croyants à participer pleinement à la construction des sociétés dont ils sont membres à part entière... Nous sommes citoyens

ET croyants. Cette collaboration est d'autant plus naturelle que les religions comme l'Etat sont dans le quotidien promoteurs de valeurs essentielles pour la survie de la société elle-même: la justice, la paix, la dignité de la personne humaine, la valorisation de la famille, la sauvegarde la nature... pour n'en citer que quelques unes.

Le fait religieux et sa présence dans l'espace social s'imposent donc à nous. Les parlementaires français qui votèrent la loi de séparation (19095) entendaient trancher les derniers liens unissant les Eglises et l'Etat. Ce fut une illusion: distinction: oui; séparation: impossible. Les religions constituent une réalité qui s'inscrit dans la durée la plus longue. Elles se rattachent à une tradition; leurs adeptes adhèrent à la parole et à l'exemple de leur fondateur et se réfèrent à des textes sacrés qui se transmettent de génération en génération.

L'Etat ne peut donc pas ignorer les institutions, l'enseignement et les lieux de culte des diverses religions. L'Etat n'en reconnaît aucune pour les connaître toutes. Il ne peut pas interdire l'expression visible des convictions religieuses des citoyens, sauf si elle en venait à troubler la paix ou l'ordre public. En réalité la dimension intérieure et la visibilité des membres des diverses confessions sont inséparables. Pour les catholiques en tous cas, le Concile Vatican II qualifie l'Eglise comme une «société organisée». L'Eglise est aussi bien un mystère de foi qu'une réalité visible. Elle est à la fois société et communauté. Elle «fait route avec toute l'humanité et partage le sort du monde» (GS 40).

Il est donc dans l'intérêt de l'Etat de ne point discriminer les croyants, mais au contraire de profiter de la dimension sociale de leurs convictions et de leur savoir-faire. Dans le monde d'aujourd'hui, rendu précaire par l'immense crise énergétique, alimentaire et financière sans oublier la violence armée, il est primordial de vivre et de penser à l'avenir de façon à ce que «l'être» prévale sur l'«avoir».

Toutes les religions

– reconnaissent que nous sommes des créatures et qu'il existe une vérité supérieure à nous;

– recommandent la préservation des ressources naturelles;

– font confiance à ceux qui s'efforcent de soigner et de guérir;

– sont en faveur de la stabilité de la famille;

– considèrent l'éducation comme un investissement pour un avenir meilleur.

Le problème n'est donc pas les religions mais leurs adeptes. Ce sont eux qui manquent de cohérence et privent leurs concitoyens des ressources mo-

rales et spirituelles à partager en vue du bien commun. A chacun de se convertir, d'être authentique. Il reste que par leurs rassemblements, leurs rites et leurs œuvres en faveur des tous, les membres des Eglises et autres groupes religieux rappellent que «l'homme ne vit pas seulement de pain». On peut compter sur eux pour l'édification du bien commun. Ils nous rappellent enfin que si tout est politique, la politique n'est pas le tout de l'homme.

Une question se pose alors; comment concrètement les adeptes des religions peuvent-ils contribuer au bien commun? Je dirais:

– en proposant une pédagogie du vivre ensemble. Toute religion possède une visibilité, convoque des assemblées régulières, gère souvent des écoles et des hôpitaux. Il s'agit de milieux où l'on apprend à vivre avec les autres en respectant les singularités.
– en n'ayant aucun complexe à dire qu'il existe «le bien» et «le mal», des droits et des devoirs pour les individus comme pour les institutions. Il ne s'agit pas d'imposer, mais de proposer. Les sociétés plurielles ne peuvent que bénéficier de cette vision des choses.
– en donnant la priorité à la justice. Les croyants sont souvent les plus actifs dans l'activité syndicale et le volontariat. Ils savent comment accueillir l'autre tel qu'il est, avec son histoire, et non tel que nous voudrions qu'il soit.
– en étant des citoyens irréprochables. Pour cela, les responsables religieux doivent avoir le souci de former la conscience des citoyens comme celle de ceux qui les gouvernent.

Dans cette perspective, le dialogue interreligieux s'impose tout naturellement: après avoir proclamé nos convictions nous découvrons ce qui nous divise et ce qui nous unit afin de le mettre à la disposition de la société toute entière.

Ainsi les musulmans peuvent nous aider à mieux comprendre la place de la prière dans la vie ordinaire; Les hindous nous invitent à la méditation et à la contemplation; Les bouddhistes témoignent de la liberté que procure le détachement des choses matérielles; Les disciples de Confucius nous montrent la consolation qu'apportent le respect des aînés et la piété filiale; Les taoïstes nous accompagnent dans la recherche de la simplicité et de l'humilité.

Mais, à leur tour, nos amis non-chrétiens trouveront dans le patrimoine chrétien des éléments susceptibles de les enrichir spirituellement:

– un Dieu qui est davantage père que juge; à tel point qu'il s'est fait homme;
– un Dieu qui s'intéresse au sort de ses créatures: il nous connaît par notre nom;

– un Dieu qui nous laisse libres de l'accueillir: je peux dire «non» à Dieu:
– une Eglise une et universelle qui n'est liée à aucun groupe politique, ni à un système de gouvernement ou à une culture.

Si vous le permettez, je voudrais partager avec vous ce qui me frappe en tant que «praticien» du dialogue interreligieux. Nous chrétiens, nous sommes libres! Jésus nous a libéré des rites minutieux: «vous avez été appelés à la liberté», rappellera Paul aux Galates (5, 13). Il nous laisse libres de le suivre, de nous éloigner de lui, de revenir vers lui. Mais nous pouvons dire «non» à Dieu, comme je le disais il y a un instant. Et Dieu, parce qu'il est amour, respectera ce choix: «Dieu a créé l'homme comme la mer créé les continents: en se retirant». (Hölderlin).

Ayant dit tout cela, vous ne serez point étonnés si à la question «faut-il avoir peur des religions?», je réponds «non». Ce sont leurs adeptes aux comportements incohérents qui constituent un problème. Ils rendent difficile, parfois même impossible, la proposition du dialogue, privant ainsi leurs frères et sœurs en humanité des ressources morales et spirituelles à partager pour le bonheur de tous. L'actualité nous enseigne que nous sommes capables du meilleur comme du pire. Il peut y avoir des pathologies de la religion! Et en la matière, la pire des perversions est celle qui consiste à s'abriter derrière des motivations d'ordre religieux pour justifier exactions et crimes. «Aucune circonstance, affirmait le pape Benoit XVI se référant au terrorisme d'inspiration religieuse, ne peut justifier cette activité criminelle, qui couvre d'infamie celui qui l'accomplit et qui est d'autant plus blâmable qu'elle se pare du bouclier d'une religion, rabaissant ainsi au niveau de son aveuglement et de sa perversion morale la pure vérité de Dieu» (6 janvier 2006).

Mais grâces soient rendues à Dieu, la majorité des religions et de leurs adeptes s'efforcent de vivre selon des valeurs qui leur sont communes: la justice, la paix, le respect des droits fondamentaux de la personne, le soin des malades et des aînés, la sauvegarde des ressources naturelles de la planète et la conviction que nous ne sommes pas maîtres du monde. Nous ne sommes que des créatures, qui, en raison de leurs convictions spirituelles, savent qu'il existe une vérité supérieure à nous. Si nous collaborons en vue d'un monde plus fraternel, alors peut-être pourrons nous répondre aux trois questions d'E. Kant: Que puis-je connaître? Que dois-je faire? Que puis-je espérer?

Tous, croyants ou non, responsables politiques et responsables religieux, nous sommes confrontés à deux crises:
– la crise de l'intelligence: nous sommes super informés, mais savons-nous raisonner, penser? Ce qui manque le plus aux hommes et femmes de

notre génération, c'est la vie intérieure. Pascal écrivait déjà: «le grand malheur des hommes est de ne pas savoir être en repos dans sa chambre».

– la crise de la transmission face aux jeunes sans racines, sans mémoire, religieusement analphabètes, héritiers sans héritage nous avons à nous interroger sur la manière de transmettre nos différents patrimoines.

Les religions et leurs adeptes doivent être conscients de leur responsabilité: démontrer par leur vie de chaque jour que qui croit en Dieu trouve des raisons pour construire avec ses frères en humanité un monde où il fait bon vivre.

C'est au vieux rhéteur romain Sénèque que j'emprunterai ma conclusion: «Non quia difficilia sunt non audemus, sed quia non audemus difficilia sunt» (ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles) (Senèque, Lettre a Lucilio).

Osons donc!